A°. 1885  N°. 19.

PUBLICATIE-BLAD.

PUBLICATIE

waarbij afgekondigd wordt het Koninklijk Besluit van den 16n Augustus 1885, bepalende de plaatsing in het Staatsblad van de op 19 April 1884 tusschen NEDERLAND *en* FRANKRIJK *gesloten handelsovereenkomst en de daarbij behoorende verklaringen.*

IN NAAM DES KONINGS!

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Van 's Konings wege den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaand Koninklijk besluit:

STAATSBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN.

—o—

(No. 176.) *BESLUIT van den 16den Augustus* 1885, *bepalende de plaatsing in het* Staatsblad *van de op 19 April 1884 tusschen* Nederland *en* Frankrijk *gesloten handelsovereenkomst en de daarbij behoorende verklaringen.*

WIJ WILLEM III, BIJ DE GRATIE GODS, KONING DER NEDERLANDEN, PRINS VAN ORANJE-NASSAU, GROOT-HERTOG VAN LUXEMBURG ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de op 19 April 1884 tusschen *Nederland* en *Frankrijk* gesloten handelsovereenkomst en de daarbij behoorende verklaringen, waarvan de inhoud en de vertaling luiden als volgt:

CONVENTION DE COMMERCE entre les Bays-Bas et la France.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et le Président de la République Française,

Considérant qu'il importe, dans l'intérêt des deux pays, de déterminer, en attendant la conclusion d'un traité définitif, le régime auquel seront soumises leurs relations commerciales et maritimes, ont résolu de conclure, à cet effet, une Convention spéciale et ont nommé pour Leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas :

M.M. Jonkheer PIERRE JOSEPH AUGUSTE MARIE VAN DER DOES DE WILLEBOIS, Chevalier de première classe de l'ordre Luxembourgeois du Lion d'or de la Maison de Nassau, Commandeur de l'ordre du Lion Nêerlandais, Grand-Officier de l'ordre de la Couronne de Chêne de Luxembourg, etc., etc., Son Ministre des Affaires Etrangères ;

GUILLAUME JEAN LUCIEN GROBBEE, Chevalier de l'ordre du Lion Néerlandais, etc.. etc., Son Ministre des Finances ;

JEAN GRÉGOIRE VAN DEN BERGH, Chevalier de l'ordre du Lion Néerlandais, etc., etc., Son Ministre du Waterstaat, du Commerce et de l'Industrie ;

JACQUES PIERRE SPRENGER VAN EYK, Chevalier de l'ordre du Lion Néerlandais, etc., etc., Son Ministre des Colonies ;

et le Président de la République Française :

Monsieur LOUIS DÉSIRÉ LEGRAND, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Française près Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur, etc., etc., :

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1.

Les deux Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée pour le commerce et la navigation, aussi bien pour l'importation, l'exportation, le transit et en général tout ce qui concerne les opérations cemmerciales, que pour l' exercice du commerce ou des industries et pour le paiement des taxes qui s'y rapportent.

Article 2.

Les objets d'origine ou de manufacture Néerlandaise énumérés dans le Tarif A, joint à la présente convention, qui seront importés directement, soit par mer, soit par terre, aux conditions déterminées par l'article 7 ci-après, soit par les voies fluviales, seront admis en France aux droits fixés par le dit tarif, décimes additionnels compris.

Article. 3.

Les objets d'origine ou de manufactre Française, énumérés dans le Tarif B, joint à la présente convention, qui seront importés directement dans le Royaume des Pays-Bas, soit par

mer, soit par terre, aux conditions déterminées par l'article 7 de la présente convention, soit par les voies fluviales, seront admis aux droits du tarif général actuellement en vigueur dans les Pays-Bas.

Article 4.

Les merchandises de toute nature originaires de l'un des deux Pays et importées dans l'autre, ne pouront être assujetties à des droits d'accise, de consommation intérieure ou d'octroi, perçus pour le compte de l'Etat, des communes ou des corporations, supérieurs à ceux qui grèvent ou grèveraient les objets semilaires de production nationale ou les matières avec lesquelles ils auront été fabriqnés.

Ces droits seront perçus, soit distinctement, soit au moyen d'une surtaxe comprise dans les droits de douane ou d'importation.

Il est en outre convenu entre les Hautes Parties contractantes que les droits à l'importation pourront être augmentés des sommes qui représenteraient les frais occasionnés aux producteurs nationaux par le système de l'accise.

Article 5.

S'il est établi par l'une des Hautes Parties contractantes des drawbacks, décharges ou restitutions, pour compenser les droits d'accise ou de consommation intérieure grèvant les produits nationaux ou les matières avec lesquelles ces produits seront fabriqués, ces drawbacks, décharges ou restitutions devront être la représentation exacte des droits d'accise ou de consommation supportés par les dits produits ou les matières avec lesquelles ils auront été fabriqués, et les surtaxes à l'importation établies en conformité des dispositions de l'article précédent sur les produits de l'autre Etat, ne pourront pas dépasser le montant des dits drawbacks, décharges ou restitutions.

Article 6.

Si l'une des Hautes Parties contractantes juge nécessaire d'établir un droit nouveau d'accise et de consommation ou un supplément de droit sur un article de production ou de fabrication nationale compris dans les tarifs annexés à la présente convention, l'article similaire étranger pourra être grèvé à l'importation d'un droit ou d'un supplément de droit égal.

En cas de suppression ou de diminution des droits ou des suppléments de droits mentionnés ci-dessus, les surtaxes seront supprimées ou réduites proportionnellement.

Toutefois, dans le cas de suppression, s'il est établi une surveillance, un contrôle ou un exercice administratif sur les produits nationaux, les charges dont ces produits seront grèvés pourront être compensées par une surtaxe équivalente sur les produits de l'autre Etat.

Article 7.

Sont considérées comme importées directement les marchandises d'origine ou de fabrication Néerlandaise expédiées en France par les chemins de fer, confinant aux Pays-Bas, pourvu que les wagons ou les colis renfermant ces marchandises soient plombés par la douane Néerlandaise et que les plombs soient reconnus intacts à l'arrivée en France.

Si, par suite de circonstances de force majeure, les wagons devaient être ouverts en cours de transport, le bénéfice des dispositions qui précèdent sera maintenu, pourvu que le cas de force majeure soit dûment constaté et que les opérations qui en seraient la conséquence soient faites sous la surveillance de l'autorité locale, qui devra, d'ailleurs, apposer de nouveaux plombs ou cachets.

Les marchandises d'origine ou de fabrication Française jouiront sous les mêmes conditions, à l'entrée dans les Pays-Bas, d'un traitement exactement semblable.

Article 8.

Les produits originaires des Etats limitrophes des Pays-Bas, qui jouiront en France du traitement de la nation la plus favorisée, seront dans les cas suivants, admis à leur importation en France, sous les mêmes conditons que les articles similaires Néerlandais, importés directement des Pays-Bas:

1°. Lorsqu'ils auront traversé le territoire Néerlandais par chemin de fer, aux conditions déterminées par l'art. 7 et sous le plomb de la douane du pays limitrophe, sauf le cas prévu par le deuxiéme alinéa du dit art. 7 ;

2°. Lorsqu'ils seront expédiés par les ports d'Amsterdam, Rotterdam, Dordrecht, Flessingue et Harlingue par bateaux plombés ou par chemin de fer, aux conditions déterminées par l'art. 7, pourvu que le transbordement dans les ports ci-dessus dénommés ait lieu sous la surveillance non-interrompue des employés des douanes conformément aux dispositions du deuxiéme alinéa du même article.

Article 9.

Les dispositions de la présente convention sont applicables à l'Algérie pour l'importation des marchandises Néerlandaises.

Les produits du sol et de l'industrie du Royaume des Pays-Bas jouiront à leur importation dans les autres colonies Françaises de tous les avantages et faveurs qui sont actuellement ou seront par la suite accordés aux produits similaires de la nation étrangère Européenne ou Américaine la plus favorisée.

Réciproquement, les objets d'origine ou de manufacture Française jouiront, dans les colonies Néerlandaises, du traitement qui est actuellement ou sera par la suite accordé aux produits similaires de la nation étrangère Européenne ou Américaine la plus favorisée.

Les navires de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront réciproquement sous tous les rapports dans les colonies de l'autre Partie, du régime de la nation étrangère Européenne ou Américaine la plus favorisée.

Article 10.

La présente convention sera mise en vigueur à dater du jour de l'échange des ratifications, et elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une des deux Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire d'un commun accord dans cette convention toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit ou ses principes et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à la Haye dès que les formalités prescrites par les lois constitutionnelles des deux États auront été accomplies, et, au plus tard, dans le délai de quatre mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait à la Haye, en double expédition, le 19 Avril 1884.

(L. S.) (get.) VAN DER DOES DE WILLEBOIS.
[„] [„] GROBBEE.
[„] [„] VAN DEN BERGH.
[„] [„] SPRENGER VAN EYK.
[„] [„] LOUIS LEGRAND.

TARIF A

annexé á la Convention conclue le 19 Avril 1884 entre les Pays-Bas et la France.

ARTICLES.			VALEURS.
			fr. c.
Fromages	de pâte molle		3 fr. 100 kilogr.
	de pâte dure		4,00
Beurre	frais et fondu		Exempt.
	salé		2,00
Poisson frais d'au douce			Exempt.
Acide	oléique		Idem.
	stéarique		8,00
Vernis à l'huile, ou à l'essence et à l'huile mélangées			30,00
Fécules indigènes			4,00
Bougies de toute sorte			16,00
Boissons distillées, liqueurs			30 fr. l'hect. de liquide
Faïences fines (poteries à pâte fine et blanche cuite en dégourdi)	blanches ou couvertes d'un vernis de couleur uniforme.		8 fr. les 100 kilogr.
	décorées	d'une seule couleur	8,00
		de plusieurs couleurs	12,00

ARTICLES.				VALEURS.
				fr. c.
Tissus	de coton mélangé, le coton dominant en poids; ètoffes autres que celles de soie, bourre de soie et coton			100,00
Tissus	de laine pure	draps, casimirs et autres tissus foulés et tissus ras non foulés autres qu'étoffes pour ameublement specialement tarifées et moire pesant au mètre carré.	400 grammes au plus	140,00
Tissus	de laine pure	draps, casimirs et autres tissus foulés et tissus ras non foulés autres qu'étoffes pour ameublement specialement tarifées et moire pesant au mètre carré.	de 400 à 550 grammes inclusivement	123,00
Tissus	de laine pure	draps, casimirs et autres tissus foulés et tissus ras non foulés autres qu'étoffes pour ameublement specialement tarifées et moire pesant au mètre carré.	plus de 550 grammes	106,00
Tissus	de laine mélangée	draps, casimirs et autres tissus foulés, chaîne-coton, tissus ras non foulés, la laine dominant, pesant au mètre carré	200 grammes au plus	140,00
Tissus	de laine mélangée	draps, casimirs et autres tissus foulés, chaîne-coton, tissus ras non foulés, la laine dominant, pesant au mètre carré	de 200 à 300 grammes inclusivement	115,00
Tissus	de laine mélangée	draps, casimirs et autres tissus foulés, chaîne-coton, tissus ras non foulés, la laine dominant, pesant au mètre carré	de 300 à 400 grammes inclusivement	90,00
Tissus	de laine mélangée	draps, casimirs et autres tissus foulés, chaîne-coton, tissus ras non foulés, la laine dominant, pesant au mètre carré	de 400 à 550 grammes inclusivement	65,00
Tissus	de laine mélangée	draps, casimirs et autres tissus foulés, chaîne-coton, tissus ras non foulés, la laine dominant, pesant au mètre carré	de 550 à 700 grammes inclusivement	50,00
Tissus	de laine mélangée	draps, casimirs et autres tissus foulés, chaîne-coton, tissus ras non foulés, la laine dominant, pesant au mètre carré	plus de 700 grammes	35,00

ARTICLES.		Valeurs.
		fr. c.
Papier	dit de fantaisie, colorié, marbré, gaufré, recouvert ou non de metal..	15,00
	autre de toute sorte..	8,00
Carton en feuilles et carton simplement coupé et perforé..		8,00
Carton coupé et assemblé en boîtes recouvertes ou non d'un papier unicolore, sans peinture, dessin au autre ornementation		12,00
Carton coupé et assemblé en boîtes autres		30,00

(get.) VAN DER DOES DE WILLEBOIS.

(„) GROBBEE.

(„) VAN DEN BERGH.

(„) SPRENGER VAN EYK.

(„) LOUIS LEGRAND.

(x)

TARIF B.

annexé à la Convention conclue le 19 Avril 1884 entre les Pays-Bas et la France.

Produits dont la tarification dans les Pays-Bas ne pourra pas être augmentée.

Articles manufacturés et tissus en laine, coton, soie, lin, chanvre, jute et autres filaments.

Extraits de bois de teinture.

Huiles végétales fixes pures.

Macaroni et autres pâtes alimentaires.

Mercerie.

Meubles.

Modes, y compris les fleurs artificielles et les effets d'habillement.

Odeurs et parfumeries.

Orfèvrerie et argenterie.

Ouvrages en bronze.

Ouvrages en caoutchouc et en gutta-percha.

Papier de toute espèce.

Poteries de toute espèce.

Pruneaux.

Verre et verreries.

Vins en fûts et en bouteilles, y compris les droits d'octroi et d'accise.

Les dénominations employées ci-dessus sont celles qui ont été admises dans la traduction française du tarif douanier publié par le Gouvernement Néerlandais en 1879, et elles doivent être appliquées dans le sens que cette traduction leur attribue.

(*get.*) VAN DER DOES DE WILLEBOIS.
(„) GROBBEE.
(„) VAN DEN BERGH.
(„) SPRENGER VAN EYK.
(„) LOUIS LEGRAND.

DÉCLARATION échangée entre les Pays-Bas et la France pour la garantie des marques de fabrique et de commerce.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et le Gouvernement de la République Française désirant assurer une protection efficace à la propriété des marques de fabrique et de commerce de leurs nationaux respectifs, en attendant la mise en vigueur de la convention internationale du 20 Mars 1883, sont convenus des stipulations suivantes :

Les ressortissants des Hautes Parties contractantes jouiront réciproquement de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne la propriéte des marques de fabrique ou de commerce, en se conformant aux formalités prescrites par la législation de l'autre Etat.

Les marques auxquelles s'applique cet article sont celles qui, dans chacun des deux pays, sont légitimement acquises aux industriels ou négociants qui en usent et sont reconnues comme marques de fabrique ou de commerce par la loi Néerlandaise, s'il s'agit de ressortissants Néerlandais et par la loi Française, s'il s'agit de ressortissants Français. Toutefois le dépôt pourra être refusé, si la marque pour laquelle il est demandé est considérée par l'autorité compétente comme contraire à la morale ou à l'ordre public.

Il est entendu que, lorsqu'il conviendra au Gouvernement des Bays-Bas d'introduire dans sa législation des dispositions analogues à celles qui existent dans la législation Française pour la protection des dessins et modèles de fabrique, les ressortissants Néerlandais jouiront de plein droit, en France, de toutes les garanties accordées par la loi aux ressortissants Français.

Dans le cas où la convention internationale du 20 Mars 1883 ne serait pas mise en vigueur, la présente déclaration sera exécutoire à partir du jour de l'échange des ratifications sur la convention de commerce signée à la présente date, et elle demeurera obligatoire pendant dix années et au delà de ce terme jusqu'à ce que l'une ou l'autre des Puissances contractantes ait fait connaître douze mois à l'avance son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés à cet effet ont dressé la présente déclaration et y ont apposé leurs cachets respectifs.

Fait à la Haye, en double expédition, le 19 Avril 1884.

(*L. S.*) (*get.*) VAN DER DOES DE WILLEBOIS.

(„) („) LOUIS LEGRAND.

DÉCLARATION échangée entre les Pays-Bas et la France au sujet des attributions consulaires et de la garantie des oeuvres d'esprit et d'art.

Le Gouvernement de Sa Mejesté le Roi des Pays-Bas et le Gouvernement de la République Française reconnaissant l'utilité de régler provisoirement, sur leurs territoires et dans leurs colonies, la situation des consuls respectifs et de garantir également á titre provisoire la propriété des oeuvres d'esprit et d'art en attendant la conclusion d'arangements définitifs,

Conviennent:

1°. de remettre eu vigueur les articles 35, 36 et 37 du traite du 7 Juillet 1865 relatifs aux attributions des Consuls Néerlandais en France et des Consuls Français dan les Pays-Bas, ainsi que la convention du 29 Mars 1855 concernant la propriété des oeuvres d'esprit et d'art et l'article 2 de l'arrangement supplémentaire du 27 Avril 1860;

2°. d'étendre aux oeuvres musicales les garanties stipulées par la convention du 29 Mars 1855 et par l'arrangement complémentaire du 27 Avril 1860.

Il est en outre entendu que ces dispositions seront aplicables dans les colonies respectives et d'autre part que les deux Gouvernements ouvriront, le plus-tôt possible, des négociations en vue de la conclusion d'une convention cousulaire et d'une nouvelle convention artistique et littéraire.

La présente déclaration sera mise en vigueur à partir du jour de l'échange des ratifications sur la convention de commerce signée à la présente date, et, dans le cas où les négociations à engager n'aboutiraient pas à de nouveaux arrangements, elle demeurera exécutoire pendant dix ans et au delà de ce terme jusqu'à ce que l'une ou l'autre des Puissances contractantes ait fait connaître douze mois à l'avance son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait à la Haye, en double expédition, le 19 Avril 1884.

(*L. S.*) (*get.*) VAN DER DOES DE WILLEBOIS.

(„) („) LOUIS LEGRAND.

DÉCLARATION annexée à la convention de commerce conclue le 19 Avril 1884 entre les Pays-Bas et la France.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et le Gouvernement de la République Française sont convenus de ce qui suit :

Dans le tarif A, annexé à la convention de commerce, signé à La Haye le 19 Avril 1884, entre les Pays-Bas et la France, sont et demeurent supprimés d'une part, les mots :

"et carton simplement coupé et perforé";

d'autre part, les articles :

"carton coupé et assemblé en boîtes recouvertes ou non d'un papier unicolore, sans peinture, dessin ou autre ornementation.. frs. 12,00

carton coupé et assemblé en boîtes autres.... „ 30,00"

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont dressé la présente déclaration et y ont apposé leurs cachets.

Fait à la Haye, en double expedition, le 23 Mai 1885.

(*L. S.*) (*get.*) VAN DER DOES DE WILLEBOIS.
(„) („) LOUIS LEGRAND.

VERTALING.

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden en de President der Fransche Republiek;

In aanmerking nemende, dat het in het belang der beide landen is, in afwachting van de sluiting van een definitief tractaat, de regelen vast te stellen, waaraan de handels- en scheepvaartbetrekkingen tusschen die landen onderworpen zullen zijn, hebben besloten te dien einde eene in 't bijzonder daartoe strekkende overeenkomst aan te gaan en tot Hunne gevolmachtigden benoemd:

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden:

de heeren: jonkheer PIETER JOSEPH AUGUST MARIE VAN DER DOES DE WILLEBOIS, ridder eerste klasse der Luxemburgsche orde van den Gouden Leeuw van het Huis van Nassau, commandeur der orde van den Nederlandschen Leeuw, grootofficier der orde van de Eikenkroon van Luxemburg, enz., enz., Hoogstdeszelfs Minister van Buitenlandsche Zaken;

WILLEM JOHAN LUCIUS GROBBEE, ridder der orde van den Nederlandschen Leeuw, enz., enz. Hoogstdeszelfs Minister van Financiën;

JOHANNES GREGORIUS VAN DEN BERGH, ridder der orde van den Nederlandschen Leeuw, enz., enz., Hoogstdeszelfs Minister van Waterstaat, Handel en Nijverheid;

JACOBUS PETRUS SPRENGER VAN EYK, ridder der orde van den Nederlandschen Leeuw, enz., enz., Hoogstdeszelfs Minister van Koloniën;

en de President der Fransche Republiek:

den heer LOUIS DÉSIRÉ LEGRAND, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister der Fransche Republiek bij Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden, ridder der nationale orde van het Legioen van Eer, enz., enz., ;

die, na wederzijdsche mededeeling hunner volmachten, welke in goeden en behoorlijken staat bevonden zijn, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen:

Artikel 1.

De twee Hooge contracteerende Partijen waarborgen elkander wederkeerig de behandeling der meest begunstigde natie ten aanzien van den handel en de scheepvaart, zoowel wat betreft den in-, uit- en doorvoer en de handelsverrichtingen in het algemeen, als ten aanzien der uitoefening van den handel of der nijverheid en de betaling der belastingen die daarop betrekkingen hebben.

Artikel 2.

De goederen van Nederlandschen oorsprong of bewerking, genoemd in het bij deze overeenkomst gevoegd tarief A, welke rechtstreeks worden ingevoerd, hetzij ter zee, hetzij te lan-

de, onder de voorwaarden bepaald bij het hierna volgend art. 7. hetzij langs de binnenwateren, zullen in Frankrijk worden toegelaten tegen de in het bovengenoemde tarief bepaalde rechten, de opcenten daaronder begrepen.

Artikel 3.

De goederen van Franschen oorsprong of bewerking, genoemd in het bij deze overeenkomst gevoegd tarief B, welke rechtstreeks in het Koninkrijk der Nederlanden zullen worden ingevoerd, hetzij ter zee, hetzij te lande, onder de voorwaarden bepaald bij art. 7 dezer overeenkomst, hetzij langs de binnenwateren, zullen worden toegelaten tegen de rechten van het algemeen tarief, thans in Nederland van kracht.

Artikel 4.

De handelsgoederen van welken aard ook, afkomstig uit een der beide landen en ingevoerd in het andere, zullen aan geene hoogere accijnzen, verbruiks- of plaatselijke belastingen, ten behoeve van den Staat, van de gemeente of andere zedelijke lichamen onderworpen zijn dan die, waarmede de gelijksoortige voorwerpen van binnenlandsche herkomst of de grondstoffen waaruit deze vervaardigd worden, belast zijn of mochten worden. Deze belastingen zullen geheven worden, hetzij afzonderlijk, hetzij door middel van eene verhooging van de douane- of invoerrechten.

Bovendien is tusschen de Hooge contracteerende Partijen overeengekomen, dat de invoerrechten verhoogd kunnen worden met de bedragen, die de kosten vertegenwoordigen, waarmede de binnenlandsche voortbrengselen door het stelsel der accijnsheffing bezwaard zijn.

Artikel 5.

Indien door eene der Hooge contracteerende Partijen drawbacks, afschrijvingen of teruggaven verleend worden, als vergoeding der accijnzen of verbruiksbelastingen, waarmede de binnenlandsche voortbrengselen of de grondstoffen, waaruit deze vervaardigd worden, belast zijn, zullen die drawbacks, afschrijvingen of teruggaven gelijk moeten staan met de accijnzen of verbruikbelastingen, waarmede de genoemde voortbrengselen, of de grondstoffen waaruit zij vervaardigd worden, bezwaard zijn, en de verhoogingen van invoerrechten, welke overeenkomstig de bepalingen van het vorig artikel van de voortbrengselen van den anderen Staat geheven worden, zullen het bedrag der genoemde drawbacks, afschrijvingen of teruggaven niet mogen overschrijden.

Artikel 6.

Indien eene der Hooge contracteerende Partijen het noodig oordeelt den accijns of verbruiksbelasting, dan wel een bijslag van het recht in te voeren op een artikel van binnenlandsche voortbrenging of bewerking, hetwelk is opgenoemd in de bij deze overeenkomst gevoegde tarieven, zal het gelijksoortige buitenlandsche artikel bij den invoer met een gelijk recht of bijslag van recht kunnen belast worden.

In geval van afschaffing of verlaging der bovenvermelde accijnzen of verbruiksbelastingen of van den bijslag daarvan, zullen de verhoogingen van rechten afgeschaft of in dezelfde verhouding verminderd worden.

Wanneer intusschen in het geval van afschaffing van de zijde der administratie toezicht, contrôle of bewaking op de binnenlandsche voortbrengselen wordt uitgeoefend, zal tegenover de lasten, waarmede dergelijke voortbrengselen bezwaard zijn, eene evenredige verhooging van rechten op de voortbrengselen van den anderen Staat kunnen gelegd worden.

Artikel 7.

De handelsgoederen van Nederlandschen oorsprong of bewerking, naar Frankrijk verzonden langs de spoorwegen, welke dat land met Nederland verbinden, zullen beschouwd worden rechtstreeks te zijn ingevoerd, mits de wagens of colis, waarin de goederen zich bevinden, door de Nederlandsche douanen geplombeerd zijn, en de looden bij de aankomst in Frankrijk ongeschonden worden bevonden.

Indien, ten gevolge van overmacht, de wagens gedurende het vervoer moeten worden geopend, zal het voorrecht van bovenstaande bepalingen van toepassing blijven, mits het geval van overmacht behoorlijk bewezen zij, en de handelingen, die er uit voortvloeien, geschied zijn onder toezicht van het plaatselijk gezag, hetwelk alsdan nieuwe looden of zegels zal aanleggen.

De handelsgoederen van Franschen oorsprong of bewerking zullen onder dezelfde voorwaarden bij het binnenkomen in Nederland op geheel gelijken voet behandeld worden.

Artikel 8.

De voortbrengselen van de aan Nederland grenzende Staten, die in Frankrijk op de behandeling van de meest begunstigde natie aanspraak hebben, zullen in de volgende gevallen bij den invoer in Frankrijk, onder dezelfde voorwaarden worden toegelaten als de gelijksoortige Nederlandsche artikelen rechtstreeks uit Nederland ingevoerd:

1°. wanneer zij over het Nederlandsch grondgebied zijn doorgevoerd per spoorweg, onder de voorwaarden bij art. 7 gesteld en onder het zegel der douane van het aangrenzende land, behoudens het geval voorzien bij de tweede alinea van gezegd art. 7;

2°. wanneer zij zijn verzonden over de havens van Amsterdam, Rotterdam, Dordrecht, Vlissingen en Harlingen, met verzegelde vaartuigen of per spoorweg, onder de voorwaarden bij art. 7 bepaald, mits de overlading in de bovengenoemde havens geschiede onder het onafgebroken toezicht van de ambtenaren der douane, overeenkomstig de bepalingen van alinea 2 van hetzelfde artikel.

Artikel 9.

De bepalingen van deze overeenkomst zijn toepasselijk op Algerië, ten aanzien van den invoer van Nederlandsche handelsgoederen.

De voortbrengselen van den grond en der nijverheid van het Koninkrijk der Nederlanden zullen bij den invoer in de andere Fransche koloniën alle voordeelen en gunsten genieten, die op dit oogenblik zijn of in het vervolg zullen worden verleend aan gelijksoortige voortbrengselen der meest begunstigde vreemde Europeesche of Amerikaansche Mogendheid.

Wederkeerig wordt aan de voorwerpen van Franschen oorsprong of bewerking in de Nederlandsche koloniën dezelfde behandeling verzekerd, die aan de gelijksoortige voortbrengselen van de meest begunstigde vreemde Europeesche of Amerikaansche Mogendheid is of voor het vervolg mocht worden toegekend.

De schepen van elke der Hooge contracteerende Partijen zullen wederkeerig in de koloniën van de andere partij in ieder opzicht de behandeling op den voet der meest begunstigde vreemde Europeesche of Amerikaansche Mogendheid genieten.

Artikel 10.

De tegenwoordige overeenkomst zal in werking treden op den dag van uitwisseling der akten van bekrachtiging en zal verbindend blijven tot nà verloop van één jaar te rekenen van den dag, waarop eene der Hooge contracteerende Partijen haar zal hebben opgezegd.

De Hooge contracteerende Partijen behouden zich de bevoegdheid voor, om in deze overeenkomst met gemeen overleg alle wijzigingen te brengen, die niet met haar geest of hare beginselen strijden en waarvan het nut door de ondervinden mocht worden aangewezen.

De tegenwoordige overeenkomst zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen worden uitgewisseld te 'sGravenhage, dadelijk na de vervulling der formaliteiten door de grondwetten der beide Staten voorgeschreven en niet later dan binnen den tijd van vier maanden.

Ten blijke waarvan de wederzijdsche gevolmachtigden haar hebben onderteekend en van hun zegel voorzien.

Gedaan in dubbel te 'sGravenhage, den 19den April 1884.

(*get.*) VAN DER DOES DE WILLEBOIS.
(„) GROBBEE.
(„) VAN DEN BERGH.
(„) SPRENGER VAN EYK.
(„) LOUIS LEGRAND.

TARIEF A

Bijlage der overeenkomst op den 19den April 1884 tusschen Nederland en Frankrijk gesloten.

ARTIKELEN.			BEDRAGEN.
			fr. c.
Kaas	zachte		3 fr. per 100 kilogr.
	harde		4,00
Boter	versche en gesmolten		Vrij.
	gezouten		2,00
Versche riviervisch			Vrij.
Zuren	oleïne		Idem.
	stearine		8,00
Vernissen, bereid met vaste olie of met vluchtige en vaste olie beide			30,00
Aardappelmeel			4,00
Kaarsen [bougies] van alle soorten [zonder de binnenlandsche belastingen]			16,00
Gedistilleerde dranken, likeuren			30 fr. per hect. vloeistof.
Fijn aardewerk (faïence) [aardewerk van fijn en wit leem eenmaal gebakken] [cuite en dégourdi]	wit of met glazuur van eene kleur overdekt		8 fr. per 100 kilogr.
	versierd	met eene enkele kleur	8,00
		met meer kleuren	12,00

ARTIKELEN.				BEDRAGEN.
				fr. c.
Geweven stoffen	van katoen, gemengd, voor 't grootste gedeelte van het gewicht uit katoen bestaande, andere stoffen dan van zijde, floretzijde en katoen			100,00
Geweven stoffen	van zuivere wol	laken, casimir en andere gevolde geweven goederen, en gladde niet gevolde geweven goederen niet behoorende tot de bij het tarief afzonderlijk genoemde stoffen voor meubileering en moiré, wegende per vierk. meter	hoogstens 400 gram.	140,00
			van 400 tot 550 gram.	123,00
			meer dan 550 gram.	106,00
Geweven stoffen	van wol, gemengd.	laken, casimir en andere gevolde stoffen met katoenen ketting, gladde niet gevolde stoffen, voor het grootste gedeelte uit wol bestaande, wegende per vierk. meter.	hoogstens 200 gram.	140,00
			van 200 tot 300 gram.	115,00
			van 300 tot 400 gram.	90,00
			van 400 tot 550 gram.	65,00
			van 550 tot 700 gram.	50,00
			meer dan 700 gram.	35,00

ARTIKELEN.	BEDRAGEN.
	fr. c.
Papier: zoogenaamd fantasie, gekleurd, gemarmerd, gegaufreerd, al of niet met metaal overtrokken.	15,00
Papier: ander van alle soorten	8,00
Karton in bladen, en karton eenvoudig gesneden en geperforeerd	8 fr. per 100 kilogr.
Karton gesneden en kartonnen doozen al of niet bedekt met eenkleurig papier, zonder beschildering, teekening of andere versiering	12,00
Karton gesneden en kartonnen doozen, andere soorten	30,00

(get.) VAN DER DOES DE WILLEBOIS.
(„) GROBBEE.
(„) VAN DEN BERGH.
(”) SPRENGER VAN EYK.
(„) LOUIS LEGRAND.

TARIEF B.

Bijlage der overeenkomst op den 19den April 1884 tusschen Nederland en Frankrijk gesloten.

Goederen waarvan de belasting in Nederland niet mag worden verhoogd.

Manufacturen en stoffen van wol, katoen, zijde, vlas, hennep, jute en andere gesponnen vezels.

Aftreksels van verfhout.

Oliën, vaste, zuivere, plantaardige.

Macaroni en ander deeg voor voedsel.

Kramerij.

Meubelen.

Modewaren, daaronder begrepen kunstbloemen en kleedingstukken.

Reuk- en parfumeurswaren.

Goud- en zilverwerk.

Bronswerk.

Caoutchouc en gutta percha (bewerkte voorwerpen van).

Papier van alle soorten.

Aardewerk van alle soorten.

Pruimen [gedroogde].

Glas en glaswerk.

Wijn op fust en op flesschen, met inbegrip van plaatselijke belasting en accijns.

De hierboven gebruikte benamingen zijn gebezigd in de Fransche vertaling van het tarief van invoerrechten, in 1879 uitgegeven door de Nederlandsche Regeering, en moeten in den zin van die vertaling worden toegepast.

[get.] VAN DER DOES DE WILLEBOIS.
[„] GROBBEE.
[„] VAN DEN BERGH.
[„] SPRENGER VAN EYK.
(„) LOUIS LEGRAND.

VERKLARING tusschen Nederland en Frankrijk uitgewisseld omtrent de bescherming der fabrieks- en handelsmerken.

De Regeering van Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden en de Regeering van de Fransche Republiek, eene afdoende bescherming wenschende te verzekeren aan den eigendom der fabrieks- en handelsmerken van hunne wederzijdsche onderhoorigen, zijn, in afwachting van de inwerkingtreding der internationale overeenkomst van 20 Maart 1883, omtrent de volgende bepalingen overeengekomen:

De onderhoorigen der Hooge contracteerende Partijen zullen, met inachtneming der formaliteiten door de wetgeving van den anderen Staat voorgeschreven, wederkeerig dezelfde bescherming als de eigen onderdanen genieten in alles wat betreft den eigendom der fabrieks- of handelsmerken.

De merken, waarop dit artikel betrekking heeft, zijn die, welke in elk der beide landen wettiglijk verkregen zijn door de industrieelen of kooplieden, die er gebruik van maken, en door de Nederlandsche wet, indien het Nederlandsche onderhoorigen betreft, en door de Fransche wet, indien het Fransche onderhoorigen aangaat, als fabrieks- of handelsmerken erkend worden. Intusschen zal de nederlegging geweigerd kunnen worden, indien het merk, waarvoor zij gevraagd wordt, door de bevoegde overheid beschouwd wordt als strijdig met de goede zeden of de openbare orde.

Men is overeengekomen dat, als de Nederlandsche Regeering mocht goedvinden in hare wetgeving bepalingen op te nemen, gelijksoortige met die, welke in de Fransche wetgeving bestaan, ten aanzien der bescherming van fabrieksteekeningen en modellen, de Nederlandsche onderhoorigen rechtens dezelfde bescherming in Frankrijk zullen genieten, welke door de wet aan de Fransche onderhoorigen wordt verleend.

Voor het geval dat de internationale overeenkomst van 20 Maart 1883 niet in werking mocht treden, zal de tegenwoordige verklaring verbindend zijn, te rekenen van den dag der uitwisseling van de akten van bekrachtiging der handelsovereenkomst, op den dag van heden onderteekend, en zal zij van kracht blijven gedurende 10 jaren en nà dien termijn totdat eene der contracteerende Mogendheden twaalf maanden te voren haar voornemen mocht hebben te kennen gegeven, de werking er van te doen ophouden.

Ten blijke waarvan de ondergeteekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, deze verklaring hebben opgemaakt en van hun zegel voorzien.

Gedaan in dubbel te 's-Gravenhage, den 19den April 1884.

(*get.*) VAN DER DOES DE WILLEBOIS.
(„) LOUIS LEGRAND.

VERKLARING tusschen Nederland en Frankrijk uitgewisseld omtrent de bevoegdheid der Consuls en de bescherming van den letterkundigen en den kunsteigendom.

De Regeering van Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden en de Regeering der Fransche Republiek, het nut erkennende om voorloopig op hun grondgebied en in hunne koloniën den toestand der wederzijdsche Consuls te regelen en eveneens, in afwachting van het sluiten van definitieve schikkingen, voorloopig den letterkundigen en den kunsteigendom te verzekeren, komen overeen:

1°. wederom in werking te brengen de artikelen 35, 36, en 37 van het tractaat van 7 Juli 1865 omtrent de bevoegdheid der Nederlandsche Consuls in Frankrijk en der Fransche Consuls in Nederland, alsmede de overeenkomst van 29 Maart 1855, betreffende den letterkundigen en den kunsteigendom, en artikel 2 der additioneele evereenkomst van 27 April 1860;

2°. de bescherming, door de overeenkomst van 29 Maart 1855 en door de additionneele overeenkomst van 27 April 1860 gewaarborgd, uit te breiden tot de muziekwerken.

Men is bovendien overeengekomen, dat deze bepalingen toepasselijk zullen zijn in de wederzijdsche koloniën en overigens, dat de twee Regeeringen, zoo spoedig mogelijk, onderhandelingen zullen aanknoopen over het sluiten van eene consulaire overeenkomst en van eene nieuwe kunst- en letterkundige overeenkomst.

De tegenwoordige verklaring zal in werking treden op den dag van de uitwisseling der akten van bekrachtiging van de handelsovereenkomst op den dag van heden geteekend, en ingeval de aan te knoopen onderhandelingen niet tot nieuwe overeenkomsten mochten leiden, zal zij tien jaren verbindend blijven en nà dien tijd totdat de eene of de andere der contracteerende Mogendheden twaalf maanden te voren haar voornemen mocht hebben te kennen gegeven de werking er van te doen ophouden.

Ten blijke waarvan de wederzijdsche gevolmachtigden haar hebben onderteekend en van hun zegel voorzien.

Gedaan in dubbel te 's Gravenhage, den 19den April 1884.

(*get.*) VAN DER DOES DE WILLEBOIS.

(„) LOUIS LEGRAND.

VERKLARING behoorende bij de op den 19den April 1884 tusschen Nederland en Frankrijk gesloten handelsovereenkomst.

De Regeering van Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden en de Regeering der Fransche Republiek zijn overeengekomen als volgt:

In tarief A, behoorende bij de op den 19den April 1884 te 's Gravenhage onderteekende handelsovereenkomst tusschen Nederland en Frankrijk, zijn en blijven vervallen:

ten eerste, de woorden: " en karton eenvoudig gesneden en geperforeerd ";

ten tweede, de artikelen: " karton gesneden en kartonnen doozen al of niet bedekt met eenkleurig papier, zonder beschildering, teekening of andere versiering......... frs. 12,00
karton gesneden en kartonnen doozen, andere soorten. „ 30,00

Ten blijke waarvan de ondergeteekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, deze verklaring hebben opgemaakt en van hun zegel voorzien.

Gedaan in dubbel te 's Gravenhage, den 23sten Mei 1885.

(*get.*) VAN DER DOES DE WILLEBOIS.
(„) LOUIS LEGRAND.

Gezien de wet van 20 Juli 1884 (*Staatsblad* n°. 169), houdende goedkeuring van sommige bepalingen van gezegde overeenkomst en van daarbij behoorende verklaringen;

Gelet, dat de akte van bekrachtiging van voornoemde overeenkomst en der daarbij behoorende verklaringen, door Ons den 7den Juli 1885 en door den President der Fransche Republiek den 6den Augustus 1885 onderteekend, den 8sten Augustus daaraanvolgende aan het Departement van Buitenlandsche Zaken te 's *Gravenhage* zijn uitgewisseld;

Op de voordracht van Onzen Minister van Justitie, Minister van Buitenlandsche Zaken ad interim, van den 12den Augustus 1885, Algemeen Secretariaat, n°. 7449:

Hebben goedgevonden en verstaan de bekendmaking van bedoelde overeenkomst en daarbij behoorende verklaringen, met de vertaling dier stukken, te bevelen door plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, worden belast, ieder voor zooveel hem betreft, met de uitvoering der bepalingen in voornoemde stukken vervat.

Het Loo, den 16den Augustus 1885.

WILLEM.

De Minister van Justitie,
Minister van Buitenlandsche Zaken ad interim,

DU TOUR VAN BELLINCHAVE.

Uitgegeven den *negen en twintigsten* Augustus 1885.

De Minister van Justitie,

DU TOUR VAN BELLINCHAVE.

Heeft de opneming daarvan in het *Publicatieblad* bevolen.

Gedaan te Willemstad, den 7n. December 1885.

N. VAN DEN BRANDHOF.

De waarn. Gouvernements Secretaris,
J. H. QUAST Hz.

Uitgegeven den 9 December 1885.

De waarn. Gouvernements Secretaris,
J. H. QUAST Hz.